



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

protection

Question au Gouvernement n° 2961

[Texte de la question](#)

RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE

M. le président. La parole est à M. Gilles Artigues, pour le groupe Union pour la démocratie française.

M. Gilles Artigues. Monsieur le Premier ministre, après de multiples appels lancés par des spécialistes et par des personnalités comme Al Gore, ancien vice-président des États-Unis, c'est au tour de Nicholas Stern d'alerter l'opinion publique mondiale sur ce risque majeur que constitue pour notre planète le réchauffement climatique. Dans un rapport commandé par Tony Blair, cet ancien économiste de la Banque mondiale estime que le réchauffement climatique va aboutir à des dérèglements de l'activité économique et sociale comparables à ceux qui ont suivi les plus grandes guerres et la grande dépression de la première moitié du xxe siècle. Il évalue déjà la facture à payer à 5 500 milliards d'euros. Ce rapport place un peu plus la responsabilité de l'action entre les mains de ceux qui gèrent l'économie et la politique étrangère, et non plus dans celles des scientifiques. Le ministre britannique de l'économie vient d'annoncer une loi qui a pour objectif une diminution de 60 % de l'émission des gaz à effet de serre, appelant ainsi à une économie mondiale à faible teneur en dioxyde de carbone.

Monsieur le Premier ministre, le groupe UDF voudrait savoir quelle est votre analyse de ce rapport et quelles initiatives la France entend prendre, sur son territoire mais aussi au sein de l'Union européenne et dans le cadre de relations internationales, pour que nous puissions léguer à nos enfants une planète sur laquelle ils pourront vivre. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe Union pour la démocratie française et sur divers bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

M. Thierry Breton, *ministre de l'économie, des finances et de l'industrie*. Monsieur le député, tout d'abord je voudrais vous dire que le Gouvernement se félicite...

M. François Hollande. De quoi ?

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. ...du rapport qui a été remis ces derniers jours à M. Gordon Brown - puisque c'est sur son initiative que M. Stern a travaillé. Ses conclusions du reste ne sont pas pour surprendre le gouvernement français. Le Président de la République a été, vous le savez, l'un des tout premiers - c'était au sommet de Johannesburg, en 2002 - à lancer à l'adresse des nations une phrase, qui a marqué le monde entier.

Mme Chantal Robin-Rodrigo. Baratin !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Cette phrase, je vous la rappelle : " Notre maison brûle et nous regardons ailleurs. "

M. François Hollande. Avant qu'il agisse, elle sera consommée !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Nous sommes donc heureux de voir que d'autres rejoignent désormais la préoccupation qui a été exprimée par le gouvernement français, par la France, par le Président de la République, depuis de nombreuses années. Nous partageons évidemment les conclusions de ce rapport.

Je voudrais rappeler que le Premier ministre, Dominique de Villepin, a souhaité que nous ayons une politique volontariste sur ces sujets.

Mme Chantal Robin-Rodrigo. Baratin !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. La France est bien placée puisque nous sommes un des tout premiers pays en ce qui concerne la réduction des émissions de tonnes de CO2 par habitant, avec un taux inférieur de 40 % à la moyenne mondiale. L'engagement de la France dans le nucléaire y est pour beaucoup, vous le savez. Je rappelle aussi qu'elle a tenu à dire très clairement qu'elle respecterait les engagements qui ont été pris pour 2012 dans le cadre du protocole de Kyoto.

Pour autant, nous continuons évidemment à préparer l'avenir, et c'est la raison pour laquelle la France s'est engagée à diviser par quatre ses émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2050. Du reste, à la demande de Nelly Olin et de François Loos, Christian de Boissieu a remis un rapport, il y a quelques semaines, dont les conclusions sont comparables à celles de M. Stern. Le Gouvernement poursuit ses efforts, dans le cadre d'une politique qui est volontariste en matière de réduction de consommation d'énergie mais également de production d'énergies alternatives. Ainsi, je rends hommage à votre assemblée d'avoir approuvé à l'unanimité la mise à disposition du flex-fioul, le cycle de l'éthanol permettant de réaliser 60 % d'économies sur le cycle du carbone. Bien entendu, nous n'en resterons pas là. Il faut renforcer la coopération internationale pour inciter la Chine, l'Inde ou les États-unis à se joindre aux efforts de l'Union européenne, de la France, de la Grande-Bretagne. Je rappelle qu'à la demande du Premier ministre, c'est la position que défendra la France dans quinze jours, à la conférence de Nairobi sur le climat. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

Données clés

Auteur : [M. Gilles Artigues](#)

Circonscription : Loire (1^{re} circonscription) - Union pour la Démocratie Française

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2961

Rubrique : Environnement

Ministère interrogé : économie

Ministère attributaire : économie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 1er novembre 2006

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 1er novembre 2006